

Arrêt favorable à Londres



Auteur : Roberto Morejón

Cuba a gagné le procès contre CRF I Limited, l'un des soi-disant fonds vautours, selon un jugement rendu par la Haute Cour d'Angleterre et du Pays de Galles. Pourtant, une partie de la presse hégémonique et des représentants des soi-disant médias indépendants, financés depuis l'étranger, tentent de diluer la véritable portée du résultat.

La juge Sara Cockerill a notifié le jugement correspondant au procès intenté par la société CRF I Limited, basée à Grand Cayman, contre la République de Cuba et la Banque nationale de Cuba.

Le jugement fait droit à l'argument de la partie antillaise et rejette la demande de CRF I Limited contre l'État cubain concernant le paiement de 72 millions de dollars.

En d'autres termes, le fonds vautour n'est pas un créancier de l'État cubain, un point essentiel dans l'argumentation de la plus grande des Antilles, tout en soutenant que la Banque Nationale de Cuba n'a pas la capacité juridique ou l'autorité pour le représenter.

Comme le soulignent les informations publiées à La Havane, CRF I Limited est étrangère aux instruments financiers qu'elle exige contre Cuba et elle n'avait pas le droit d'intenter une action en justice dans la capitale du Royaume-Uni.

Il est clair que Cuba est à l'abri de la juridiction anglaise, qu'elle n'a aucune obligation de répondre avec ses actifs à la demande établie par CRF I Limited et qu'elle reste en dehors du procès.

Néanmoins, la nation caribéenne tient compte du fait que la procédure judiciaire se poursuivra, mais uniquement contre la Banque Nationale de Cuba, qui aura le droit d'établir les réclamations autorisées par la loi anglaise.

Malgré ces décisions, les opposants à Cuba, prêts à applaudir le renforcement du blocus nord-américain et d'autres sanctions et pressions, tentent d'atténuer la portée de la décision de la juge Cockerill.

Ce sont eux, ainsi qu'une partie de la presse d'entreprise, qui tentent de minimiser le rôle des fonds vautours, ou capital-risque, qui se consacrent à l'acquisition de créances douteuses à des prix d'adjudication, pour les récupérer ensuite devant les tribunaux avec intérêts.

Comme le soulignent les experts, les fonds vautours déstabilisent les économies des pays où ils opèrent.

Rappelons que lors du procès de Londres au début de l'année, des groupes d'extrémistes venus de l'extérieur du Royaume-Uni ont tenté d'influencer et même de perturber l'ordre autour du tribunal.

Les machinations de ceux qui cherchent à déstabiliser Cuba ne peuvent pas cacher le fait que la Banque Nationale de Cuba et le gouvernement cubain n'ont jamais renié leurs dettes et sont intéressés par des négociations avec leurs créanciers légitimes.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/318744-arret-favorable-a-londres>



Radio Habana Cuba